

Quand la Slovaquie cherche à freiner le zèle de la Pologne et de la Hongrie, les positions du tchèque, Andrej Babiš se rapprochent de plus en plus de celles du hongrois Viktor Orbán. Entre concurrences internes, instrument diplomatique de *soft power* et levier de politique intérieure, le groupe de Visegrád est loin d'être un monolithe. Entretien avec le politologue tchèque Vít Dostál, directeur du centre de recherche basé à Prague L'Association pour les questions internationales (AMO).^[1] Asociace pro mezinárodní otázky, [AMO](#).



Les propos ont été rapportés par Jules Eisenchteter et l'entretien a été publié en anglais sur le site [Kafkadesk](#).

Comment le groupe de Visegrád perçoit-il son rôle en Europe aujourd'hui ? Les pays d'Europe centrale ont-ils une vision claire de la place qu'ils souhaitent occuper et de la trajectoire qu'ils veulent emprunter ?

Contrairement à ce que de nombreuses personnes pensent, notamment en Europe de l'ouest, les pays du groupe de Visegrád n'ont pas de vision claire et partagée quant à leur futur européen. Les avis sur la question divergent largement selon que vous vous trouviez à Prague ou à Varsovie, à Bratislava ou Budapest.

Cela étant dit, certains pays ont tout de même une idée très claire du rôle qu'ils souhaitent jouer en Europe. C'est notamment le cas de la Hongrie : la vision, mi-révolutionnaire, mi-révisionniste, que souhaite promouvoir Viktor Orbán repose sur plusieurs piliers fondamentaux, tels que la défense des racines chrétiennes de l'Europe, le rejet de toute immigration extra-européenne et la mise en place d'un État illibéral. Mais cette vision, qui a en outre beaucoup évolué au fil des années, ne vise en fin de compte qu'à renforcer la mainmise personnelle d'Orbán sur son pays et à conserver le pouvoir aussi longtemps que possible - n'oublions pas que sa popularité avait commencé à chuter avant la crise des réfugiés en 2015.

Un constat similaire peut être fait concernant la Pologne, où le parti Droit et Justice (PiS) a également une vision bien définie - directement inspirée du programme du Fidesz hongrois - du rôle que le pays devrait jouer en Europe. Mais cette trajectoire est intimement liée à la personnalité de Jarosław Kaczyński : l'enjeu de sa succession est donc primordial. L'intensité et le résultat des luttes internes qui, très probablement, éclateront à la fin du règne de Kaczyński aura un énorme impact sur la trajectoire de la Pologne et sa place en Europe.

Le Premier ministre Mateusz Morawiecki apparaît évidemment comme l'un des candidats les mieux placés pour lui succéder. Il est souvent décrit, du fait de son passé de banquier, comme le représentant de l'aide pragmatique et « pro-business » du PiS, en opposition avec l'aile historique et idéologique du parti. Je pense qu'il est important de relativiser cette grille d'analyse, notamment parce que pragmatisme et idéologie vont souvent de pair dans la Pologne d'aujourd'hui. Et c'est particulièrement le cas de Morawiecki qui, malgré ce qu'on dit, est une figure nationale-conservatrice de premier plan.

Cela est notamment dû à son histoire personnelle : son père, Kornel Morawiecki, fut le fondateur et leader de *Fighting Solidarity*, l'une des factions dissidentes les plus radicales et violentes du mouvement anti-communiste *Solidarność* dans les années 1980 - et à sa formation d'historien. Le problème majeur, et la raison principale pour laquelle de nombreux *apparatchiks* du parti lui sont hostiles renvoie à sa méconnaissance des dynamiques et des réalités locales. Le fait qu'il a travaillé dans le monde du business et de la finance à l'époque où le Droit et Justice était dans l'opposition et subissait défaite après défaite, joue également en sa défaveur.

Il y a beaucoup de spéculation au sujet d'un éventuel retour sur le devant de la scène politique polonaise de Donald Tusk, opposant et bête-noire du gouvernement actuel. Qu'en pensez-vous ?

Donald Tusk fera très probablement son retour dans la vie politique polonaise, mais il est difficile de savoir sous quelles fonctions : il se peut qu'il ne revienne simplement qu'en tant que commentateur ou acteur en coulisses, et il n'est pas certain qu'il essaie de briguer la présidence du pays. Rappelons que ses relations avec le leader de la Plateforme civique, Grzegorz Schetyna, sont notoirement mauvaises. Il suivra probablement de très près les résultats des élections européennes en Pologne pour voir si une alternance est possible et s'il peut y jouer un rôle.

Vous avez évoqué la Pologne et la Hongrie, mais pas la République tchèque ou la Slovaquie, souvent présentés comme les deux pays les plus modérés du groupe de Visegrád, comparés aux « renégats » de Varsovie et Budapest. A quel point doit-on prêter foi à l'idée selon laquelle le V4 est en réalité plutôt un V2+2 ?

Je pense que le schéma V2+2 n'est plus valable aujourd'hui. Certaines déclarations du Premier ministre tchèque Andrej Babiš, par exemple, sont très proches de celles de Viktor Orbán. Leur approche et leur politique européennes sont bien plus similaires qu'avant. La principale différence tient à leur politique intérieure. Mais soyons clairs, cela n'est pas dû à des divergences d'ordre idéologique, mais à des différences plus prosaïques : l'étendue du pouvoir personnel et institutionnel qu'ils détiennent. Orbán a les moyens de faire passer presque toutes les réformes qu'il souhaite grâce à sa majorité constitutionnelle. Ce n'est pas le cas de Babiš. Et c'est à cela qu'aspire Droit et Justice en Pologne.

« Le discours en vogue sur le « fossé Est-Ouest » en Europe, une rhétorique sur laquelle Orbán se fonde et qu'il amplifie afin de se présenter comme le chef de file d'une nouvelle Europe, est désastreux pour un pays comme la Slovaquie. »

La présidence du groupe de Visegrád est actuellement assurée par la Slovaquie. Que peut-

on en retenir ?

L'aspect le plus marquant de la présidence slovaque est son manque de visibilité : on n'en entend presque pas parler ! Mais la Slovaquie fait peut-être bien d'essayer de faire profil bas. En réalité, il est possible que Bratislava tente d'atténuer, d'édulcorer et de « déclasser » le groupe de Visegrád, à escient. Car dès que le V4 ou l'un de ses membres font la une des journaux et de la presse européenne, la couverture médiatique est presque toujours négative et se focalise, soit sur leur politique anti-migratoire, soit sur leurs violations de l'Etat de droit. Cette « Orbánisation » du groupe de Visegrád nuit au reste de l'Europe centrale, et le discours en vogue sur le 'fossé Est-Ouest' en Europe, une rhétorique sur laquelle Orbán se fonde et qu'il amplifie afin de se présenter comme le chef de file d'une nouvelle Europe, est désastreux pour un pays comme la Slovaquie – le seul membre de la zone euro de la région.

Pour la Slovaquie, garder ses distances avec tous les *a priori* négatifs associés au groupe de Visegrád est donc une bonne stratégie. Laissez-moi vous donner un exemple : en novembre dernier, la Slovaquie a accueilli à Bratislava le sommet du groupe des « Amis de la Cohésion », rassemblant pays du V4 et autres partenaires européens ayant des intérêts communs sur la politique de cohésion de l'Union européenne. Bien que la présidence slovaque ait été directement impliquée dans l'organisation de la rencontre, elle n'a jamais utilisé ou fait valoir la « marque » ou le « marketing V4 » ; à la fois pour ne pas effrayer d'autres pays, comme le Portugal, et pour toucher une plus grande audience, indépendamment de son appartenance au groupe de Visegrád. Pour la Slovaquie, le sujet migratoire est principalement symbolique, contrairement à d'autres enjeux de première importance comme la politique de cohésion, mais également la digitalisation et la robotisation.

Immigration mise à part, les pays d'Europe centrale ont-ils un programme commun ? Et ont-ils les moyens de le promouvoir à l'échelle européenne ? N'oublions pas que les quatre partis de gouvernement en Europe centrale sont tous membres d'un groupement politique européen différent : est-ce un obstacle pour mettre en place une plateforme commune ?

Il est vrai qu'aucun des partis gouvernants ne fait partie du même groupe au Parlement européen aujourd'hui : Smer est membre du Parti socialiste européen (PSE), ANO fait partie du groupe libéral de l'ALDE, tandis que Droit et Justice est membre de l'Alliance des réformistes et conservateurs européens (ACRE) et Fidesz, comme nous le savons tous, est toujours membre du PPE. Mais je ne crois pas que ce soit là un obstacle majeur pour une coopération renforcée entre les pays d'Europe centrale.

Ce qui est réellement en jeu ici sont les désaccords des pays du V4 sur un certain nombre de sujets cruciaux, comme les relations avec la Russie, la politique agricole ou les enjeux énergétiques. Et [l'axe tchéco-polonais](#) demeure le plus à même de surmonter ces différences. Un diplomate de la région me l'a un jour résumé en ces termes : si la Pologne et la République tchèque parviennent à un accord, les Tchèques n'auront pas grand mal à convaincre les Slovaques de les rejoindre, et la Hongrie, par peur d'être laissée sur la touche, finira éventuellement par se joindre à leur position. Mais le rapprochement actuel entre la Hongrie et la Pologne rend ce schéma de plus en plus difficile

à mettre en œuvre. Les procédures de l'article 7 lancées contre les gouvernements polonais et hongrois ont en outre contribué à renforcer leur alliance et à la transformer en pacte de défense mutuelle.

« Czexit » par-ci, « Polexit » par-là. Doit-on craindre la sortie d'un pays d'Europe centrale de l'Union européenne ?

Cela demeure assez improbable. Il est important de rappeler que le soutien en faveur de l'Union européenne est très fort en Hongrie et en Pologne - deux pays qui affichent en réalité parmi les taux d'adhésion les plus élevés en Europe. Et les dirigeants actuels ne vont pas jusqu'à prôner une sortie de l'Union européenne. Mais le risque demeure d'une sortie « par accident », un peu comme ce qui s'est passé au Royaume-Uni en fin de compte.

Il est important de comprendre que la Pologne et la Hongrie ont une grande confiance en elle-même au regard de ce qu'elles peuvent apporter et réaliser au sein de l'UE, même - ou d'autant plus - si cela cause des tensions avec certains partenaires européens. Au contraire, la République tchèque, qui est [l'un des pays les plus eurosceptiques en Europe](#), n'est pas dotée d'une telle assurance. De nombreux Tchèques estiment que leur pays se porterait bien mieux en dehors de l'UE. Et bien que cela puisse sembler irrationnel, venant d'un pays ne connaissant ni chômage, ni insécurité, cette idée est profondément ancrée dans l'esprit de nombreux citoyens. C'est probablement l'un des héritages les plus décisifs de l'ère Václav Klaus.

Notes

Notes

↑ 1 Asociace pro mezinárodní otázky, [AMO](#).